

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2003 — 3475

[C — 2003/29504]

**10 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française (1)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. « Ministre » : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;

2. « Loi spéciale » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** M. Hervé Hasquin, Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est compétent pour :

1° la coordination de la politique gouvernementale;

2° les relations intra-belges;

3° la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral-Gouvernement des Communautés et des Régions;

4° les relations avec le Parlement;

5° les relations européennes et internationales;

6° la politique dans le domaine de l'égalité des chances;

7° la gestion des bâtiments administratifs.

**Art. 3.** M. Rudy Demotte, Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports est compétent pour :

1° le budget et les finances de la Communauté française;

2° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;

3° les monuments, les sites et les fouilles, en compétences coordonnées avec le Ministre de l'Economie de la Région wallonne;

4° les sports et l'animation culturelle;

5° la coordination avec la Région wallonne, en matière de patrimoine, tourisme et sports;

6° la politique de la jeunesse;

7° l'éducation permanente et l'animation culturelle;

8° la fonction publique;

9° la fonction publique des organismes d'intérêt public;

10° l'informatique administrative;

11° les centres d'expression et de créativité;

12° les statuts des personnels de l'enseignement.

**Art. 4.** M. Jean-Marc Nollet, Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E., est compétent pour :

1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la Constitution, dans les matières suivantes

a) l'enseignement fondamental;

b) le programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

c) le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre;

d) le programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française;

2° la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi spéciale;

3° les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

4° l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);

5° l'accueil de l'Enfance.

**Art. 5.** Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial, est compétent pour :

1° l'enseignement secondaire;

2° l'enseignement artistique de niveau secondaire;

3° l'inspection de l'enseignement;

4° les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;

5° la formation postsecondaire et parascolaire;

6° la formation intellectuelle, morale et sociale;

7° les centres psycho-médico-sociaux;

8° la tutelle sur les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires;

9° les bâtiments scolaires à l'exception du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, du Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre, et du programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

10° l'enseignement spécial;

11° les écoles européennes;

12° le centre d'orientation scolaire;

13° le pilotage interréseaux.

**Art. 6.** Mme Françoise Dupuis, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique, est compétente pour :

1° l'enseignement universitaire;

2° la recherche scientifique;

3° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;

4° l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;

5° l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;

6° les allocations et prêts d'études;

7° l'encouragement à la formation des chercheurs;

8° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

9° les recherches en éducation;

10° le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;

11° l'Académie royale des Sciences;

12° la promotion sociale;

13° la reconversion et le recyclage professionnels;

14° l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits, l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 7.** M. Daniel Ducarme, Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel, est compétent pour :

1° la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;

2° le soutien à la presse écrite;

3° la médiathèque et services similaires;

4° l'aide au cinéma.

5° les matières culturelles, telles que :

a) les beaux arts;

b) la défense et l'illustration de la langue;

c) les bibliothèques;

d) la formation artistique.

**Art. 8.** Mme Nicole Maréchal, Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

1° la politique de la santé visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1, de la loi spéciale, à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;

2° l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 11, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

**Art. 9.** Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

**Art. 10.** Les projets de décret et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou l'arrêté. Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) compétent(s) pour le(s) niveau(x) d'Enseignement concerné(s).

**Art. 11.** Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

**Art. 12.** La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 6 juin 2003.

**Art. 15.** Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juin 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN.

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET.

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE.

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS.

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
D. DUCARME.

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL.

---

Note

(1) Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté du 15 juillet 2003 du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, publié au *Moniteur belge* du 22 août 2003.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3475

[C — 2003/29504]

**10 JUNI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 houdende verhoging van het maximumaantal Regeringsleden ter uitvoering van de artikelen 123, § 2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1999 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister-President;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1. « Minister » : een Minister, Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2. « Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1.

**Art. 2.** De heer Hervé Hasquin, Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

1° de coördinatie van het beleid van de Regering;

2° de intra-Belgische betrekkingen;

3° het aanhangig maken van conflicten, in naam van de Regering, bij het Overlegcomité Federale Regering-Regering van de Gemeenschappen en Gewesten;

4° de betrekkingen met het Parlement;

5° de Europese en internationale betrekkingen;

6° het beleid inzake gelijke kansen;

7° het beheer van de administratieve gebouwen.

**Art. 3.** De heer Rudy Demotte, Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, is bevoegd voor :

1° de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap;

2° het cultureel patrimonium, de musea en de andere culturele wetenschappelijke instellingen;

3° de monumenten, landschappen en opgravingen, in gecoördineerd overleg met de Minister van Economie van het Waalse Gewest;

4° sport en culturele animatie;

5° coördinatie met het Waalse Gewest op het gebied van patrimonium, toerisme en sport;

6° het jeugdbeleid;

7° de permanente opvoeding en de culturele animatie;

8° ambtenarenzaken;

9° ambtenarenzaken voor de instellingen van openbaar nut;

10° administratieve informatica;

11° de centra voor expressie en creativiteit;

12° de statuten van het onderwijspersoneel.

**Art. 4.** De heer Jean-Marc Nollet, Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E., is bevoegd voor :

1° het onderwijs, zoals bepaald in artikel 127, § 1, lid 1, 2°, van de Grondwet, voor de volgende aangelegenheden :

a) het basisonderwijs;

b) het urgentieprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

c) het waarborgfonds voor schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs;

d) het programma voor dringende werken voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd;

2° de aangelegenheid bepaald in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet;

3° de vakantiecentra, inzonderheid voor de aangelegenheden bepaald in de artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten genomen ter uitvoering van dat artikel;

4° de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (O.N.E.);

5° de opvang van het kleine kind.

**Art. 5.** De heer Pierre Hazette, Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs, is bevoegd voor :

1° het secundair onderwijs;

2° het kunstonderwijs van het secundair niveau;

3° de inspectie van het onderwijs;

4° de bijschoolse activiteiten, de hulpmiddelen voor het onderwijs en informatie;

5° naschoolse en bijschoolse opleiding;

6° intellectuele, morele en sociale vorming;

7° de psycho-medisch-sociale centra;

8° het toezicht op de openbare maatschappijen voor het bestuur van de schoolgebouwen;

9° de schoolgebouwen, met uitzondering van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, het Waarborgfonds voor schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs, en het urgentieprogramma voor de schoolgebouwen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd;

10° het buitengewoon onderwijs;

11° de Europese scholen;

12° het centrum voor schooloriëntatie;

13° netoverschrijdende sturing.

**Art. 6.** Mevrouw Françoise Dupuis, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek, is bevoegd voor :

1° het universitair onderwijs;

2° het wetenschappelijk onderzoek;

3° de kredieten voor wetenschappelijk onderzoek, afkomstig uit de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid, uit Volksgezondheid en Economische Zaken, en de kredieten bestemd voor het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;

4° het niet-universitair hoger onderwijs, van het korte en lange type;

5° het kunstonderwijs van het hogere niveau, met inbegrip van de conservatoria;

6° de studietoelagen en -leningen;

7° de aanmoediging van de opleiding van onderzoekers;

8° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

9° onderzoek op het gebied van opvoeding;

10° het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

11° de « Académie royale des sciences »;

12° de sociale promotie;

13° de beroepsomscholing en -bijscholing;

14° het afstandsonderwijs, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 7.** De heer Daniel Ducarme, Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

1° de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van het uitzenden van mededelingen van de Federale Regering;

2° hulp aan de geschreven pers;

3° de mediatheek en de soortgelijke diensten;

4° steun aan de filmsector;

5° de culturele aangelegenheden, zoals :

a) de schone kunsten;

b) de bescherming en de luister van de taal;

c) de bibliotheken;

d) de artistieke vorming.

**Art. 8.** Mevr. Nicole Marechal, Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid, is bevoegd voor de volgende aangelegenheden :

1° het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten.

2° de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van de opdrachten toegewezen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de ter uitvoering van dat artikel aangenomen decreten.

**Art. 9.** Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek binnen de perken van zijn respectievelijke bevoegdheden.

Iedere Minister oefent het gezag uit op het personeel van het bestuur dat onder zijn bevoegdheden ressorteert.

**Art. 10.** De ontwerpen van decreet en de in de Regering overlegde besluiten worden ondertekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid waarop het ontwerp van decreet of besluit betrekking heeft, behoort.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake ambtenarenzaken van de instellingen van openbaar nut, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) die het toezicht uitoefent/uitoefenen op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering, inzake statuut van het onderwijspersoneel, worden gezamenlijk ondertekend door de Minister belast met ambtenarenzaken en de Minister(s) bevoegd voor het/de betrokken onderwijsniveau(s).

**Art. 11.** Ingeval een delegatie werd verleend overeenkomstig het besluit houdende regeling van de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie deze delegatie werd verleend.

**Art. 12.** De ondertekening van de decreten en besluiten kan, in de titel van de Minister, alleen de vermelding bevatten van de aangelegenheid waarop de decreten en besluiten betrekking hebben.

**Art. 13.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1999 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 juni 2003.

**Art. 15.** De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 juni 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) Dit besluit van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2003 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Minister van de Franse Gemeenschapsregering opgeheven, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 2003.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3476

[C - 2003/31446]

**4 SEPTEMBRE 2003.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 3, 39, et 166, § 2, de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au financement des Communautés et des Régions, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et par la loi spéciale du 12 août 2003 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3476

[C - 2003/31446]

**4 SEPTEMBER 2003.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1999 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 3, 39 en 166, § 2 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989, bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 en bij bijzondere wet van 12 augustus 2003 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;